

PRÉFET DU BAS-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES  
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ

du 28 FEV. 2014

mettant la société SETE en demeure  
de respecter des prescriptions relatives à la protection de l'environnement

Le Préfet de la Région Alsace  
Préfet du Bas-Rhin

- VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;
- VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 09 avril 2001 relatif à l'exploitation de la centrale thermique SETE ;
- VU le rapport du 6 février 2014 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace, chargée de l'inspection des installations classées ;
- CONSIDÉRANT que les installations de la société SETE, dénommée ci-après « l'exploitant », comporte des tuyauteries soumises aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé ;
- CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas réalisé l'état initial de ces tuyauteries contrairement aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé ;
- CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

## ARRÊTE

Article 1<sup>er</sup>

La société SETE, dont le siège social est situé 3F rue du Fort à 67118 GEISPOLSHEIM, est mise en demeure, pour ses installations qu'elle exploite à 5 route du Petit Rhin, 67000 STRASBOURG, de respecter sous un délai de 3 mois, les prescriptions suivantes :

Article 5 de l'arrêté du 4 octobre 2010 :

« Les dispositions du présent article sont applicables :

...

*Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ;*

...

*L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.*

Pour les tuyauteries et les capacités mises en service avant le 1er janvier 2011 :

– l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2012 ;»

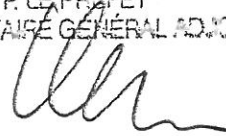
## Article 2

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement.

## Article 3

Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur de la société SETE, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (service de l'Inspection des Installations Classées), le maire de Strasbourg, le Directeur départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET  
P. LE PRÉFET  
LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT



## Délais et voies de recours

Jean-François COURET

Article R. 514-3-1 du Code de l'environnement

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Strasbourg): l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.